Pour un programme économique socialiste

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (1974)**

Heft 265

PDF erstellt am: **04.06.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1026418

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

J.A. 1000 Lausanne
Hebdomadaire romand
N° 265 21 mars 1974
Onzième année
Rédacteur responsable :
Laurent Bonnard
Le numéro : 1 franc
Abonnement
pour une année : 33 francs
jusqu'à fin 1974 : 24 francs
Administration, rédaction :
1002 Lausanne, case 1047
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
C.C.P. 10-155 27
Imprimerie Raymond Fawer S.A.
Ont collaboré à ce numéro :
Rudolf Berner
Claude Bossy
Jean-Daniel Delley

265

Domaine public

Pour un programme économique socialiste

Comment la gauche démocratique pourrait-elle être efficace sans un programme économique ? Certes, une fois écarté le spectre des crises, qui justifiaient avant-guerre sa contestation fondamentale du capitalisme, elle s'est battue politiquement ou syndicalement pour que les couches les plus larges de la population bénéficient des biens de la société industrielle (du moins à l'échelon national) ; elle s'est efforcée parallèlement de mettre en place un appareil suffisant de sécurité sociale.

Mais il semble que les phénomènes, nouveaux en quelque sorte, de l'inflation dans ses caractéristiques neo-capitalistes, puis ceux de la crise de l'énergie, la prennent au dépourvu.

A travers l'étirement des numéros de DP, nous avons posé les thèses primordiales à nos yeux d'un programme économique. Il s'agit aujourd'hui de résumer, il s'agira demain de répéter.

Si l'inflation résulte pour une grande part du report sur les prix des frais de recherche et d'investissement des entreprises, si l'inflation est en relation directe avec le besoin accru d'autofinancement, les travailleurs ont à revendiquer non seulement des salaires distribués, mais un droit sur la plus-value des entreprises. Ces capitaux (arrachés ou obtenus) doivent être gérés par les syndicats et investis de telle manière qu'ils profitent à l'ensemble de la collectivité (par exemple dans le logement, soustrait progressivement à la spéculation). Cette première thèse, exposée depuis dix ans déjà, n'a nullement perdu de son actualité.

Les débuts de la lutte écologique ont fait apparaître un renchérissement des produits jusqu'ici popularisés par la société de consommation, réintroduisant ainsi de nouvelles sources d'inégalité. Par exemple, la voiture non-polluante sera trop coûteuse pour les économiquement faibles. Ou les biens autrefois collectifs, comme l'eau et l'air, seront de moins en moins à disposition gratuite de tous. Parallèlement, l'inflation étire l'échelle des salaires. L'exigence d'une société plus égalitaire est la deuxième thèse économique.

En outre, la crise de l'énergie va porter l'inflation à des niveaux tels qu'elle ne pourra, à moyen terme, être surmontée, si l'on veut éviter l'austérité imposée par la classe dirigeante, que par une élimination radicale des faux frais sociaux : spéculation, gaspillage sous toutes ses formes, mauvaise orientation de la recherche, excès des dépenses militaires, publicité abusive, etc. De ces faux frais sociaux, il sera nécessaire, de la manière la plus complète, de dresser la liste systématique.

Enfin, seule une Europe unie offre la dimension conforme pour faire aboutir un tel programme.

Ces quatre thèses :

- *contrôle de l'autofinancement des entreprises et droit sur la plus-value des sociétés,*
- *volonté de créer une société plus égalitaire,*
- *élimination de tous les faux frais sociaux,*
- *Europe socialiste,*

Ces quatre thèses constitueront au fil des numéros en filigrane notre credo économique et politique. Les circonstances sont telles, qu'il n'est plus spéculation théorique, mais action et actualité.

Sans programme économique, la gauche fera, ou du social seulement, ou de la mousse verbale. La bourgeoisie, elle, s'apprête à faire de l'austérité, de l'austérité pour austrui. Pour nous, il y a mieux à faire.